

## **"Oui, tous nos acquis sont attaqués derrière les séduisants masques du « progressisme »"**

**P**endant qu'Emmanuel Macron invitait soixante-douze chefs d'État, marchands d'armes et fauteurs de guerres notoires à commémorer le 11 novembre 1918, c'est bien dans un contexte d'approfondissement de crises sociales et de crises politiques des gouvernements de l'Union européenne, que se sont rassemblés 2500 militants, le 10 novembre à Paris à l'appel du Comité national de résistance et de reconquête, pour la défense des acquis de 1936 et 1945.

Des militants de différents secteurs, ouvriers, lycéens, étudiants, syndicalistes, politiques, élus, libres penseurs... d'appartenances diverses ont discuté, de la situation démontrant une fois de plus qu'« *une colère sourde monte dans ce pays* » face à la politique de destruction des conquêtes sociales et démocratiques menée par Macron au compte du capital financier. Pas un droit acquis n'y échappe : Droits collectifs, statuts, retraites, enseignement, université, santé, collectivités territoriales, laïcité...

C'est également dans ce contexte de démantèlement des acquis sociaux, de révision constitutionnelle et des prochaines élections européennes, qu'a été signée le 29 octobre, par Édouard Philippe et les ministres Jacqueline Gourault, Jean-Michel Blanquer et Elisabeth Borne, le président de la région Grand Est et les deux présidents des collectivités départementales du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, une déclaration commune en faveur de la création de la « Collectivité européenne d'Alsace » visant à faire disparaître les départements 67 et 68 au profit d'une collectivité dont il est envisagé « *des adaptations du droit national, réglementaire ou législatif* ». Continuité du projet de « Conseil unique d'Alsace » rejeté en 2013, il s'agit d'une remise en cause de l'indivisibilité de la République, de l'égalité de droit de tous les citoyens sur tout le territoire.

### **Oui, « une colère sourde monte dans ce pays. »**

Une situation confirmée, brusquement, samedi 17 novembre. Des centaines de milliers de manifestants vêtus de gilets jaunes, expriment leur colère, bloquant ou filtrant, ronds-points, péages d'autoroute dans l'ensemble des départements, jusqu'aux portes de l'Élysée. À St-Rémy-Sur-Avre, commune de 3800 habitants dans l'Eure-et-Loir, des manifestants s'expriment avec les automobilistes, cherchant leur soutien : « *Vous comprenez, on en a marre !* ». Et la grève ? « *On peut pas, on a pas les moyens. Demain on va bosser et après, on revient ici bloquer* ».

La réponse d'Édouard Philippe à cette colère : « *Ça n'est pas quand ça souffle qu'il faut changer de cap. Nous allons tenir le cap fixé par le président, il le faut (car) il est bon* » Celle de Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, le 21 novembre sur les gilets jaunes : « *Il faut être intraitable sur l'ordre public* ». Nous sommes prévenus. C'est donc par tous les moyens que ce gouvernement autoproclamé « *progressiste* », fidèle représentant du capital financier avec son instrument l'UE, compte poursuivre sa politique de paupérisation et de destruction de nos acquis. Nous savons ce qu'il en coûte à la classe ouvrière dans l'UE qu'elle soit grecque, espagnole, allemande ou italienne devant subir les injonctions du FMI, de la Commission européenne, relayées par leur gouvernement.

Dans cette situation de crise, alors que la cote de popularité du gouvernement Macron-Philippe, est en berne, Gérard Larcher, président du Sénat, en appelle urgemment à renouer avec « *les corps intermédiaires* » autrement dit les syndicats, cherchant par là-même à les soumettre, niant de ce fait la réalité de la lutte de classes.

**Ces discussions se sont menées lors du Conseil fédéral national du POI du 17 et 18 novembre rassemblant délégués et invités à égalité. Nous vous invitons à les poursuivre lors de la :**

**Réunion ouverte du comité départemental du POI 67**  
**Mardi 4 décembre à 18 h 30**  
**Brasserie du Tribunal, 6 quai Finkmatt à Strasbourg**